

Burundi : Alexis Sinduhije et 71 de ses militants inculpés d'insurrection

Source AFP Le président du parti burundais d'opposition MSD, Alexis Sinduhije, et 71 de ses militants ont été inculpés d'insurrection, une infraction passible de la perpétration, après de violents affrontements avec la police, a annoncé mercredi le Parquet burundais. Samedi, des militants du Mouvement pour la Solidarité et le Développement (MSD), qui convergèrent pour un jogging collectif vers le centre-ville de la capitale avaient été dispersés par coups de gaz lacrymogènes par la police.

Environ 200 d'entre eux s'étaient réfugiés au siège du parti et avaient pris deux policiers en otage, avant que les forces de l'ordre ne donnent l'assaut. Les affrontements ont duré plus d'une heure, faisant 20 blessés parmi les militants du MSD, dont plusieurs par balles, et cinq dans les rangs de la police qui accuse les opposants d'avoir ouvert le feu les premiers. Nous venons d'inculper 71 personnes parmi celles arrêtées samedi pour rébellion, outrage et violences sur des fonctionnaires de l'ordre public et pour participation à un mouvement insurrectionnel armé, a annoncé le procureur de Bujumbura, Arcade Nimubona. Un mandat d'arrêt a en outre été émis contre Alexis Sinduhije, actuellement en fuite, notamment pour participation à un mouvement insurrectionnel armé en tant que leader de ce mouvement, a poursuivi le magistrat qui a dit espérer un procès (...) le plus rapidement possible, selon une procédure d'urgence. M. Sinduhije, fondateur de la RPA, une des radios privées les plus écoutées du pays, était rentré en mars 2013 au Burundi qu'il avait quitté après les violences consécutives à la contestation des résultats des élections de 2010. Le MSD, fondé en 2009 et très actif sur le terrain, recrute essentiellement dans la jeunesse burundaise. Comme la quasi-totalité de l'opposition, il avait boycotté la présidentielle et les législatives de 2010. Lundi le Bureau de l'ONU au Burundi (Bnub) s'était inquiété de la radicalisation des deux camps et appelé à la retenue et au dialogue, à l'approche des élections générales de 2015, dans un pays sorti en 2006 de plus de dix ans de guerre civile. Le département d'Etat américain a de son côté condamné à la fois l'usage excessif de la force contre l'opposition et la prise de policiers en otages. Le Burundi est en proie à une grave crise politique. Un différend entre le parti au pouvoir (CNDD-FDD) du président Pierre Nkurunziza et son principal partenaire, l'Uprona - principal parti tutsi et seule formation autre que le CNDD-FDD à avoir pris part aux élections générales de 2010 - menace de briser le fragile équilibre politico-ethnique mis en place à l'issue de la guerre civile.